

*Initiatives ministérielles*

ma circonscription, de mon quartier, certains dont les enfants allaient l'école avec les miens, allaient être envoyés là-bas.

• (1915)

En tant que député, je voulais que tout le monde soit bien conscient du danger que représentait une telle mission dans le golfe Persique. J'ai appuyé la décision prise par le gouvernement à ce moment-là. J'ai appuyé ce que faisait le Parlement, et le gouvernement canadien devait appuyer les membres des Forces canadiennes.

C'est un peu différent cette fois-ci. On nous demande si nous devrions continuer ou non, maintenant que nous avons l'accord de paix de Dayton, à fournir des troupes pendant une période d'un an durant le processus d'établissement de la paix en Bosnie.

Les membres des forces armées canadiennes ont certes été durement touchés au cours des années par les compressions budgétaires, par l'absence d'équipement qu'ils jugeaient nécessaire, mais je n'ai jamais parlé à un seul membre de nos forces armées qui n'était pas prêt à aller faire le travail qu'il a choisi de faire lorsqu'il s'est engagé. Si cela veut dire protéger la souveraineté de notre pays, ils sont prêts à le faire. Si cela veut dire maintenir ou essayer d'établir la paix dans un pays étranger, ils sont prêts à le faire également.

Je prends la parole aujourd'hui pour dire que j'appuie la participation du gouvernement canadien à l'IFOR en Bosnie, et je ne le fais pas à la légère. Je le fais en sachant fort bien, comme l'a dit le député d'Athabasca, qu'une telle mission comporte des dangers. Les députés doivent en être conscients lorsqu'il prennent la parole pour ou contre une motion pareille.

Je suis également convaincu que nous ne pouvons plus demander au personnel des Forces canadiennes de faire plus avec moins. Pendant la guerre du golfe Persique et depuis 1991 en Bosnie, nous avons demandé aux hommes et aux femmes des forces armées de faire beaucoup plus qu'ils ne le pouvaient, compte tenu des ressources dont ils disposaient.

Je suis de ceux qui croient que les Forces canadiennes ne pourront préserver la formidable réputation internationale dont jouit le Canada pour ses efforts en faveur du maintien et de l'établissement de la paix que si nous leur donnons l'équipement nécessaire pour en faire les forces armées les mieux équipées au monde.

Je trouve inquiétant d'entendre parler de compressions budgétaires constantes. Je trouve également inquiétant que nos forces armées ne disposent pas toujours du matériel adéquat, mais je suis également inquiet lorsque j'entends parler les députés du tiers parti, le Parti réformiste, qui veulent gagner sur tous les tableaux. À deux ou trois reprises au cours du débat, les réformistes ont reproché au gouvernement d'avoir permis la tenue d'un

débat, ce qui est honteux, et ils se sont opposés à l'envoi de troupes en faisant valoir qu'elles ne sont pas adéquatement équipées.

Peu m'importe ce que peut dire le ministre de la Défense nationale ou ce que peut dire le ministre des Finances au sujet de la nécessité de réduire le déficit. Des membres des Forces canadiennes n'ont pas les ressources nécessaires pour accomplir ce qu'on leur demande.

Je le dis ici, je le dis en public et je continuerai de le répéter même si certains députés de mon parti n'aiment pas me l'entendre dire. Au moins, je ne suis pas un hypocrite. J'ai de la suite dans les idées. J'en ai depuis sept ans que je suis ici.

Ce que je voudrais que les députés d'en face, que quelqu'un du Parti réformiste me dise, c'est s'ils sont en faveur d'envoyer des troupes là-bas. Ils devraient le dire. Si c'est à la condition qu'assez de fonds soient prévus dans le budget pour leur acheter de nouveaux hélicoptères afin de remplacer les Sea King, je serai le premier à dire: «Je suis d'accord avec vous». Si c'est pour accélérer l'acquisition de véhicules blindés qui a été annoncée, je serai d'accord avec eux, même si cela coûte un peu plus d'argent. Si c'est pour l'achat de nouveaux sous-marins afin de remplacer les anciens qui ne fonctionnent plus tellement ils sont vieux, je serai d'accord avec eux.

J'aimerais qu'ils fassent preuve de clarté et d'honnêteté intellectuelle dans un débat comme celui-ci. Les hommes et les femmes des forces armées canadienne méritent mieux que tous ces beaux discours politiques quand il s'agit, pour la Chambre des communes, de débattre d'une motion visant à décider s'ils vont ou non participer à des missions internationales, surtout quand il y a risque de blessure, voire de mort.

• (1920)

J'appuie l'initiative du gouvernement, mais je veux que le gouvernement s'assure que les troupes que nous envoyons là-bas aient les ressources dont elles ont besoin pour remplir la mission qu'on leur confie.

**M. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Réf.):** Madame la Présidente, c'est un plaisir pour moi de prendre la parole au cours de cet important débat sur la Bosnie et sur le rôle du Canada dans le règlement de ce grave problème géopolitique.

La région a connu quatre années de guerre sans merci. Deux millions de personnes ont été déplacées. Plus de 200 000 ont été tuées. Maintenant, grâce à Dieu, nous avons le plan de paix de Dayton. C'est une initiative bien reçue. Toutefois, il y a une chose que nous devons bien comprendre: ce plan de paix est fragile. Ce n'est qu'un début. La communauté internationale doit se rendre compte que le plan de paix de Dayton donne au monde l'occasion d'instaurer une paix durable en Bosnie, mais que c'est loin d'être fini.